

# Cahier des clauses administratives particulières

CCAP-S25ATEXITA

APPORTEUR D'AFFAIRES ATEX EN ITALIE

## SOMMAIRE

Article 1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1.	Objet du marché.....	3
1.2.	OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
Article 2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	3
2.1.	Allotissement.....	3
2.2.	Tranches .....	3
2.3.	Durée du marché.....	3
2.4.	Lieu d'exécution.....	3
2.5.	Variante.....	3
2.6.	Options .....	4
2.7.	Prestations supplémentaires éventuelles .....	4
2.8.	Considérations sociales.....	4
Article 3.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
Article 4.	MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
4.1.	Représentation des parties.....	4
4.2.	Conditions d'exécution.....	5
4.3.	Obligations du titulaire.....	6
4.4.	Clauses environnementales.....	7
4.5.	Traitement de données à caractère personnel.....	8
4.6.	Constatation de l'exécution des prestations.....	8
4.7.	Garantie.....	8
4.8.	Pénalités.....	8
Article 5.	RÉGIME FINANCIER.....	8
5.1.	Forme et contenu des prix.....	8
5.2.	Avances.....	9
5.3.	Modalités financières .....	9
Article 6.	DISPOSITIONS DIVERSES.....	11
6.1.	Forme des notifications et des informations.....	11
6.2.	Langue.....	11
6.3.	Sous-traitance .....	11
6.4.	Assurances .....	12
6.5.	Autres obligations administratives.....	12
6.6.	Résiliation .....	13
6.7.	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	13
6.8.	Différends .....	13
6.9.	Litiges et contentieux .....	13

# Article 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1. Objet du marché

Opérateurs de l'Etat  
Ineris  
Service marchés et achats  
Gaetan Davaine  
+33 3 44 55 62 21  
[gaetan.davaine@ineris.fr](mailto:gaetan.davaine@ineris.fr)  
Parc technologique ALATA  
BP 2  
60550 Verneuil en Halatte

## 1.2. OBJET DE LA CONSULTATION

L'INERIS souhaite fidéliser son portefeuille de clients existants en Italie développer ses activités commerciales relatives à ses certifications en dehors du territoire français.

A cette fin, il souhaite être accompagné par un maximum de trois apporteurs d'affaires dont les missions seront de fidéliser les clients existants de l'INERIS et prospecter les différents acteurs en Italie (fabricants, exploitants, installateurs, réparateurs, etc.) dans le domaine d'expertise objet de la présente consultation (certifications ATEX et IECEx, y compris les certifications volontaires Ism-ATEX et Saqr-ATEX).

Le marché est exécuté à bons de commande à prix forfaitaire établi sur la base d'une commission représentant un pourcentage de chiffre d'affaires réalisé.

Le présent marché ne sera conclu qu'avec les 3 opérateurs arrivés en première, seconde et troisième place.

Le montant total du marché est plafonné à 60k€.

# Article 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

## 2.1. Allotissement

Non

## 2.2. Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

## 2.3. Durée du marché

48 mois

Date de démarrage au 1 octobre 2025

## 2.4. Lieu d'exécution

Les prestations sont exécutées en Italie mais à des fins administratives, la prestation est réputée être réalisée à l'Ineris

Parc technologique Alata BP 2 60550 VERNEUIL EN HALATTE - FRANCE.

## 2.5. Variantes

### 2.5.1. Variantes obligatoires

Néant

## **2.6.Options**

Néant

## **2.7.Prestations supplémentaires éventuelles**

Néant

## **2.8.Considérations sociales**

Le présent accord-cadre comprend un ou des critère(s) social (aux) comme critère d'attribution et notamment tout élément permettant de démontrer l'engagement de la société dans la lutte contre les discriminations : égalité femmes/hommes

## **Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement AE-S25ATEXITA et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières CCAP- S25ATEXITA et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières CCTP- S25ATEXITA et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur à la date de passation du présent marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les conditions générales d'achat références DI-0179 ;
- La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris ([www.ineris.fr](http://www.ineris.fr)) ;
- Les conditions de l'offre du titulaire, sous réserve de leur acceptation écrite par l'Ineris et uniquement pour les dispositions qui ne sont pas contradictoires avec les documents énoncés ci-dessus.
- Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces de l'Accord-cadre et des marchés subséquents est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

## **Article 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1.Représentation des parties**

#### **4.1.1. Représentation de l'acheteur**

Dès la notification du marché, l'Ineris désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

#### **4.1.2. Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

## **4.2. Conditions d'exécution**

### **4.2.1. Remplacement des intervenants**

Le Prestataire désignera dès le début du marché un responsable technique ou référent qui sera l'interlocuteur dédié de l'Ineris.

Ce dernier sera en charge du suivi du bon déroulement du marché.

Tout changement de responsable technique ou référent devra être notifié à l'Ineris par écrit dans un délai de 15 jours précédant le changement effectif d'interlocuteur.

### **4.2.2. Délais d'exécution**

Le point de départ du délai d'exécution est le 01/10/2025

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

### **4.2.3. Les exigences relatives aux prestations**

Le titulaire réalise la prestation en conformité avec les règles de l'art.

Il s'engage également à :

- informer l'Ineris régulièrement de l'état d'avancement de la prestation,
- participer aux réunions qui seront planifiées soit dans le CCTP, soit lors du lancement de la prestation.

Le Prestataire fournira, dans son offre un planning de la prestation afin de vérifier la conformité des délais proposés au besoin de l'Ineris. Celui-ci sera confirmé lors de la réunion de démarrage du marché.

Le Prestataire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations demandées au présent marché.

Au cas où l'Ineris omettrait de citer dès le présent document, une mission imposée par la réglementation en vigueur, le prestataire est tenu d'en avertir immédiatement l'Ineris. A défaut, cette mission est réputée comprise dans l'offre de base.

Le personnel du prestataire restera sous son entière responsabilité, notamment en matière de sécurité et d'environnement. Il lui appartient de fournir tous les équipements de protection nécessaires et adaptés à la prestation ainsi que toutes les consignes adaptées.

Le prestataire continuera à assurer à l'égard de son personnel toutes les obligations sociales et fiscales. Le prestataire continuera également à couvrir son personnel en matière d'accident du travail, de maladies professionnelles et de responsabilité civile.

Si la prestation nécessite des interventions sur le site de l'Ineris, le prestataire devra mettre à la disposition de son personnel des moyens d'indentification permettant de le distinguer du personnel INERIS. Il pourra s'agir de tenue uniforme ou de badge comportant le nom et le logo de la société. Le port de ce moyen d'identification n'est cependant pas nécessaire si les interventions du prestataire sur le site sont purement ponctuelles (exemple, participation à des réunions de travail).

Le personnel du prestataire ne peut se déplacer sur le site de l'Ineris sans l'accord préalable de son interlocuteur à l'Ineris. Ses déplacements seront limités aux seuls déplacements nécessaires à la réalisation de la mission.

En cas de co-traitance, lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise

en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

### **4.3. Obligations du titulaire**

#### **4.3.1. Obligation de conseil**

Le prestataire doit mener à bonne fin l'exécution du marché dans le respect du cahier des clauses techniques particulières, à cet effet, il doit notamment :

S'engager à apporter tout le soin nécessaire à l'exécution du marché, à respecter les règles de l'art, les dispositions légales et réglementaires et les usages applicables à la profession.

- Réaliser ses prestations avec du personnel dont la qualification et les compétences seront adaptées au résultat attendu.
- Déclarer sur l'honneur qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations d'emploi de travailleurs handicapés (article L.323.1 du Code du travail, pour les entreprises de 20 salariés et plus dans la proportion de 6% de l'effectif total).
- Respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre, à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail et notamment les obligations résultant des articles L 8231-1, L 8241-1, L 3243-2, L 3243-4, L 1221-10, L 8221-1, L 8221-5, L 8521-1, L 5221-8 et L 1221-13 du code du travail.
- L'hygiène et la sécurité font partie intégrante de la bonne exécution de la prestation et le prestataire s'engage à prendre à sa charge toutes les mesures particulières qui seraient nécessaires eu égard à la nature ou aux conditions de réalisation des prestations.
- S'abstenir de tout ce qui pourrait nuire à l'activité de l'Ineris.
- Signaler par écrit à l'Ineris dans un délai maximum de 24 heures à compter de leur survenance, tous les faits qui peuvent justifier une demande ou une réclamation, ainsi que les difficultés qu'il rencontre.
- Respecter et faire respecter scrupuleusement les consignes générales du site de l'Ineris relatives, entre autres, aux horaires d'ouverture et de fermeture, au stationnement des véhicules et autres dispositions existantes et à venir, que l'Ineris lui communiquera.
- Désigner à l'avance à l'Ineris, les intervenants qui devront pénétrer dans ses locaux.
- Justifier qu'il a rempli ses obligations fiscales et sociales, et fournir toutes attestations qui lui seraient demandées à ce sujet.
- Fournir, à la demande de l'Ineris, la justification de sa qualification ou classification professionnelle pour les prestations, objet du présent marché.
- Se soumettre à tous contrôles relatifs à l'exécution de ses obligations.

#### **4.3.2. Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### **4.3.3. Obligations de confidentialité**

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports

d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### **4.3.4. Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

#### **4.3.5. Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Toutes les vérifications ou contrôles qui pourraient être effectués par l'Ineris n'exonèrent en rien la responsabilité du prestataire au titre de ses obligations.

Toutes les prestations effectuées par le prestataire le seront avec son personnel, son matériel ou le matériel mis à sa disposition qui est et restera sous sa seule et entière responsabilité.

Le prestataire est responsable des dommages causés à l'occasion de l'exécution des obligations résultant du présent marché.

Le prestataire garantit l'Ineris contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non-observation par le prestataire du droit des tiers ainsi que de la réglementation applicable au prestataire notamment en matière d'hygiène et sécurité.

Le prestataire garantit qu'il dispose de tous les droits sur les matériels nécessaires à la bonne exécution du marché.

Il est précisé que tous règlements amiables et transactions effectués par le prestataire ou ses assureurs, sans l'accord de l'Ineris, sont inopposables à ce dernier.

Le prestataire assurera, toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'il encourt en application du droit commun vis-à-vis de l'Ineris et de ses entreprises hébergées en raison de tous dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés aux tiers par son propre personnel ou par tout bien meuble ou immeuble dont il aurait le contrôle, la direction ou la garde ou pour la part des obligations lui incombant.

Pour les prestations réalisées sur site, le prestataire garantit l'Ineris et ses entreprises hébergées contre tous recours et actions exercées contre ce dernier de ce chef, et ce aussi longtemps que la responsabilité de l'Ineris et ses entreprises hébergées pourra être recherchée.

Le prestataire s'engage également à assister l'Ineris et ses entreprises hébergées, à leur demande, dans tous les litiges qui pourraient l'opposer à un tiers du fait du présent marché.

### **4.4. Clauses environnementales**

Dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article 38 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

#### **4.5. Traitement de données à caractère personnel**

Sans objet

#### **4.6. Constatation de l'exécution des prestations**

L'Ineris sera informé par l'émission de rapports des différentes prestations exécutées par le titulaire du marché.

#### **4.7. Garantie**

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

#### **4.8. Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

##### **4.8.1. Pénalités de retard :**

En cas de retard répétés, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de retard mensuels constatés

V = valeur des prestations mensuelles du marché ( mois concerné par la pénalité)

##### **4.8.2. Plafonnement des pénalités**

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à **20 %** de la valeur des prestations.

##### **4.8.3. Seuil d'exonération des pénalités**

○ Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le seuil d'exonération des pénalités est fixé à 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

### **Article 5. REGIME FINANCIER**

#### **5.1. Forme et contenu des prix**

La forme de prix est forfaitaire. Les prix sont fixes pour la durée du marché.

Les prix du marché sont ceux proposés par le prestataire et acceptés par l'Ineris.



Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les taxes fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation, les frais de déplacement, d'hébergement, de bouche et de secrétariat ou tout autre frais pouvant être rendu nécessaire pour l'exécution de la mission.

Ces prix seront indiqués Hors Taxes et Toutes Taxes Comprises avec indication du taux de T.V.A.

Tout dépassement d'heures ou toutes diligences supplémentaires par le Prestataire, qui ne sont pas prévues dans l'offre initiale ou qui n'a pas fait l'objet d'un avenant signé par l'Ineris, n'ouvrira pas droit à rémunération complémentaire.

Les versements ne seront effectués que dans la mesure où les prestations définies dans les documents contractuels sont réalisées.

5.2. Avances

Aucune avance n'est prévue pour ce marché.

5.3. Modalités financières

5.3.1. Répartition des paiements

Les factures seront payables à 60 jours date de facture et devront être adressées uniquement au service facturier de l'agence comptable via le portail CHORUSPRO ou par écrit pour les titulaires établis hors de la France.

Rémunération

La rémunération de l'apporteur d'affaire est annuelle.

Cette rémunération annuelle sera réalisée selon les pourcentages, à définir dans les tableaux 1 à 3 ci-dessous, du chiffre d'affaires hors taxes effectivement encaissé par l'INERIS dans l'année au titre de la vente des Services aux Clients présentés par l'Apporteur d'affaires.

Tableau 1		
Clients existants au 1er décembre 2024	Pour l'année 2025 et suivantes	N/A

Tableau 2		
Nouveaux Clients présentés par l'Apporteur d'affaires	Pour la première année n	xx % du chiffre d'affaires
	Pour l'année n+1 (*)	xx % du chiffre d'affaires
	Pour l'année n+2 (*)	xx % du chiffre d'affaires
	Pour l'année n+3 (*)	xx % du chiffre d'affaires

(\*) Un pourcentage dégressif est attendu d'une année sur l'autre si le Client ne fait pas l'objet d'un suivi particulier

Tableau 3		
Clients existants faisant l'objet d'un suivi particulier (**)	Pour l'année 2025 et suivantes (**)	xx % du chiffre d'affaires en cas de projet portant sur un nouveau certificat (***)  xx % du chiffre d'affaires en cas de projet portant sur un avenant à un certificat existant (***)

(\*\*) La liste des clients existants faisant l'objet d'un suivi particulier sera établie et pourra être mise à jour d'un commun accord entre les Parties, cet accord pouvant être constaté par échange de tout moyen écrit, par dérogation aux dispositions de l'article 12. Plusieurs réunions annuelles entre le Client et l'Apporteur d'affaires doivent être réalisées et faire l'objet d'un compte rendu annuel transmis à l'INERIS. Dans le cas où le Client ne fait plus l'objet d'un suivi particulier à partir de l'année n, le pourcentage dégressif pour chaque année suivante doit être défini.

(\*\*\*) Un pourcentage différencié est attendu entre un projet portant sur un nouveau certificat et un projet portant sur un avenant à un certificat existant. Le pourcentage pour un certificat existant doit être inférieur à celui défini pour un nouveau certificat.

Aucun pourcentage ne sera appliqué au chiffre d'affaire d'un Service objet du marché et listé en Annexe 1 (audit, évaluation ou inspection) si tout ou partie de ce Service est par ailleurs sous-traité à l'Apporteur d'affaires.

Il est entendu entre les Parties que l'Apporteur d'affaires ne sera en aucun cas directement ou indirectement payé par un Client pour les Services objet du marché et listés en Annexe 1.

L'Apporteur d'affaires s'engage à ce titre à refuser toute contrepartie en argent ou en nature de la part d'un Client pour les Services objet du marché et listés en Annexe 1.

Dans l'hypothèse où l'Apporteur d'affaires ne serait pas d'accord avec le montant calculé par l'INERIS, il devra en informer ce dernier, par écrit, au plus tard dans un délai de 1 mois à compter de la réception de la feuille de calcul. A défaut la feuille de calcul sera réputée acceptée et l'Apporteur d'affaires devra établir la facturation correspondante à l'attention de l'agence comptable de l'INERIS.

### **5.3.2. Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **5.3.3. Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **5.3.4. Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système

tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

**Préalables techniques et réglementaires** : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / - rubrique « nous contacter »

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de « **trois mois** », à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

Durant ce délai, le titulaire peut remettre une facture papier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante : **Service facturier de l'agence comptable**

Parc technologique Alata - BP2 - 60550 Verneuil en Halatte

Passé ce délai, en cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution du marché public, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut remettre une facture papier dans le délai provisoire qui lui a été accordé.

Durant ce délai, le titulaire remet une facture papier envoyée en un seul original à l'adresse renseignée ci-dessus.

## **Article 6. DISPOSITIONS DIVERSES**

### **6.1. Forme des notifications et des informations**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique

### **6.2. Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### **6.3. Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le

formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

#### **6.4. Assurances**

Chaque prestataire intervenant dans le cadre du présent marché à un titre quelconque et quelle que soit sa situation juridique, doit être titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile pendant et après la prestation, couvrant les dommages de toutes natures causés à l'Ineris et aux tiers :

- pendant la durée des prestations du fait de la réalisation de celles-ci,
- après réalisation des prestations du fait d'un événement dommageable occasionné par les prestations, le personnel ou les matériels du prestataire.

L'attestation d'assurance devra être transmise à l'Ineris au plus tard à compter de la date de la commande et avant tout commencement d'exécution.

Chaque année, si la prestation n'est pas achevée, le prestataire devra transmettre la nouvelle attestation à jour.

En cas de carence du prestataire, l'Ineris se réserve le droit de verser directement aux compagnies d'assurances les primes qui pourraient leur rester dues au titre du présent marché. Celles-ci seront alors prélevées sur le solde dû au prestataire. Si cette procédure s'avérait inapplicable, l'Ineris se réserve le droit de souscrire l'assurance nécessaire pour le compte et aux frais du prestataire défaillant.

L'attestation de la compagnie d'assurances, que le prestataire doit présenter, doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la ou les polices ci-dessus définies sont en bon état de validité et que le prestataire lui-même est en règle du paiement des primes exigibles.

Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, la nature des activités garanties, le montant des capitaux garantis par catégorie de risque par sinistre et par an, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance du prestataire à l'assureur, du droit de notifier à l'Ineris tous faits de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurance.

Cette attestation devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

L'Ineris se réserve le droit d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les prestations nécessitent une garantie plus étendue que celle souscrite par le prestataire.

#### **6.5. Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents suivants justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-1 du code du travail :

- a) Une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné conformément aux articles R.1263-2-1 et suivants du code du travail ;
- b) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi », conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail.

## **6.6. Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le marché peut être résilié à tout moment par l'Ineris.

Dans ce cas, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 3% des sommes restant dues jusqu'à la fin du marché.

## **6.7. Exécution aux frais et risques du titulaire**

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## **6.8. Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## **6.9. Litiges et contentieux**

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'Amiens

14 Rue Lemerchier, 80000 Amiens / 03 22 33 61 70

